

EXCLUSIF. Jean-Louis Borloo : «Le temps du travail d'équipe pour repenser la France est venu»

ENTRETIEN. À quelques mois de l'accélération de la course à l'Élysée, l'ancien ministre sort de sa réserve et appelle à un fédéralisme à la française pour redresser le pays, avec la jeunesse comme priorité.

26/07/2026 à 06:15

Jean-Louis Borloo a reçu le JDD dans son bureau, à Paris. © KEVIN GOMPERTZ

Jean-Louis Borloo. Notre pays est une grande nation sportive. Les performances de [l'équipe de France](#), dans le sport le plus pratiqué au monde, sont le fruit d'un savoir-faire français unique : celui de nos éducateurs sportifs, dont une grande partie exerce à temps partiel et qui sont capables de former des jeunes engagés, disciplinés, sachant se dépasser au service du collectif. Le sport est le premier espace de fraternité et de joie de notre pays. On y entre par plaisir. Grâce aux éducateurs, on y apprend le respect, l'entraide, le goût de l'effort, l'autorité, la maîtrise de soi, le sens des responsabilités et de l'engagement. Ces compétences humaines permettent à chaque jeune de reprendre confiance en lui et de trouver sa voie.

Voyez-vous dans cette réussite un modèle qui va au-delà du football ?

Un million de matchs de football amateur sont disputés chaque année en France : quelle formidable organisation ! Mais cette dynamique existe dans toutes les disciplines, collectives comme individuelles. Au total, plus de 160 000 clubs font vivre [le sport français](#), rassemblant plus de 18 millions de licenciés dans des disciplines majeures : basketball, handball, boxe, rugby, athlétisme, voile et bien d'autres encore, portées par les 120 fédérations du mouvement sportif.

À lire aussi [Marina Ferrari, ministre des Sports et de la Jeunesse : «Pas question de "faire entrer l'esport" à l'école»](#)

Le sport est devenu le troisième pilier éducatif de notre pays, aux côtés de la famille et de l'école. Cette réussite repose aussi sur l'engagement généreux et exceptionnel de 3,5 millions de bénévoles – dirigeants, entraîneurs, arbitres – qui consacrent leur temps à faire vivre les clubs. C'est une force humaine considérable, sans équivalent, qui constitue l'un des plus beaux patrimoines de notre pays.

Les territoires sont au cœur du modèle sportif français, dites-vous.

Le système sportif fonctionne avec une remarquable autonomie, dans un cadre fédéral et décentralisé. Les clubs sont avant tout soutenus par les communes, qui financent plus de 70 % du budget du sport. Les maires et les 500 000 élus locaux, quasi bénévoles, sont les premiers partenaires des associations. Ce ne sont pas les ministères qui font vivre les clubs, mais les territoires. C'est donc à ce niveau qu'il faut renforcer et élargir les missions des clubs et de leurs éducateurs.

Les éducateurs sportifs peuvent-ils redonner des repères à notre jeunesse ?

Faire de la jeunesse la priorité nationale devrait être notre plus grande ambition. Lançons une « coalition pour la jeunesse », réunissant les maires, les fédérations sportives, les entreprises et l'ensemble des

acteurs de l'éducation. Investir dans des éducateurs reconnus de toutes les disciplines, c'est faire le choix de la jeunesse, qui est le meilleur chemin de reconstruction de notre pays.

Que vous inspirent ces scènes de violences qui se répètent après certains matchs ?

Ces scènes sont inadmissibles, mais elles traduisent une réalité : une partie de la jeunesse tente d'exister à travers ces débordements. La jeunesse peut produire le pire comme le meilleur. La preuve que cela fonctionne existe déjà. À Orléans, où la violence a chuté de 80 % en dix ans, c'est l'accompagnement réactif, coordonné et piloté localement qui a tout changé : un jeune y est pris en charge par un éducateur dans les 48 heures. Dans l'armée, [le Régiment du service militaire adapté](#) (RSMA) accompagne chaque année 6 000 jeunes très éloignés de l'emploi, souvent sans diplôme, et 75 à 80 % d'entre eux trouvent un travail ou une formation en moins de six mois. Ces violences disent l'urgence de s'occuper de la jeunesse, avec des professionnels formés et valorisés.

Beaucoup estiment que la réponse pénale apportée aux mineurs n'est plus adaptée. Partagez-vous ce constat ?

Il faut une réponse pénale claire, rapide et immédiate. C'est loin d'être le cas aujourd'hui. Plus largement, c'est toute la chaîne judiciaire qu'il faut revoir afin d'obtenir des décisions plus rapides. [La justice des mineurs](#) est beaucoup trop lente : le délai moyen entre une infraction et la réponse judiciaire est compris entre 12 et 18 mois.

« Notre avenir ne peut reposer sur un logiciel en échec »

Pour un adolescent, c'est hors de son horizon psychologique : la sanction n'a plus de sens. Enfin, il faut des lieux de privation de liberté spécifiques, par exemple en relançant les centres éducatifs fermés, avec un véritable projet d'insertion dès le départ et des professionnels qualifiés.

L'Aide sociale à l'enfance (ASE) traverse une crise profonde. Faut-il repenser son fonctionnement ?

La [protection de l'enfance](#) est éclatée entre l'ASE, la PJJ, l'État, la politique de la ville, le département, la ville, l'agglomération, la CAF, les associations, la santé publique et la chaîne judiciaire. Cet éclatement conduit à un système ruineux, désorganisé et totalement inefficace. Les chiffres sont indignes : dans mon département, le Nord, [70 % des jeunes filles prostituées viennent de l'ASE](#). La prise en charge doit être immédiate après les violences. Les centres d'appui créés par le Dr Céline Greco sont exemplaires : ils permettent une prise en charge rapide et spécialisée, une coordination des soins et une reconstruction psychique. Il faut les déployer sur tout le territoire. Après 18 ans, l'accompagnement doit se poursuivre. L'orientation et l'insertion doivent devenir des priorités pour ces enfants, dont certains réussissent brillamment lorsqu'ils sont soutenus.

Au-delà de la priorité donnée à la jeunesse, quelles sont les autres conditions du redressement de la France ?

Tous les Français ont compris que notre désorganisation est devenue inefficace et ruineuse. Tout le monde s'occupe de tout, avec sept ou huit guichets pour une même démarche. Citoyens, parents, éducateurs, élus, fonctionnaires, entrepreneurs, artisans... Tous appellent à une transformation profonde de notre pays. N'ayons pas peur d'un fédéralisme à la française, avec un État fort sur les missions régaliennes (recherche, justice, police, sécurité, enjeux internationaux, etc.) et, à l'inverse, en confiant au couple régions-provinces et villes-agglomérations la gestion du quotidien – logement, urbanisme, éducation, jeunesse, sport, crèches, grand âge... – avec des compétences exclusives, leur permettant de définir leurs propres règles et leur propre législation, comme dans la plupart des grands pays modernes. C'est une grande épopée qui libérera la France de 300 000 normes inutiles, dont 25 % ont été ajoutées ces dix dernières années.

Quel rôle souhaitez-vous jouer dans les mois qui viennent ?

Il y a quatre ans, j'écrivais au président de la République et aux principaux acteurs de notre pays *L'Alarme*, qui consistait à ouvrir le capot de la voiture France pour en comprendre les dysfonctionnements.

Malheureusement, presque tout a continué à se dégrader... Aujourd'hui, je veux contribuer à bâtir un chemin d'espoir, en expliquant qu'il est plus simple d'agir de manière claire et fondamentale que de procéder à de petits ajustements à la marge qui, au fond, ne changent rien : il faut réoxygéner les ressources humaines politiques et publiques de notre pays. L'avenir de la France ne peut pas reposer sur la continuité d'un logiciel en échec ni sur la grâce du choix d'une femme ou d'un homme providentiel.

Son redressement passera nécessairement par la constitution d'une équipe de redressement du pays, ultrapréparée, composée de femmes et d'hommes aux parcours, aux expériences et aux vies différents, dans tous les domaines, afin de sortir de la surreprésentation, probablement unique en Europe, des grands corps d'inspection et de contrôle qui nous gouvernent. Cette grande équipe de France devra travailler plusieurs mois avant de présenter aux Français une proposition de mandat. Ces talents inouïs existent, il faut les fédérer : je m'y emploierai. Le temps de l'audace, de l'imagination, du travail d'équipe et de la méthode pour repenser la France est venu. J'apporterai ma contribution à cette grande aventure.